

Le libertaire

Administration : HENRI DELECOURT
9, Rue Louis-Blanc, PARIS (10°)
Chèque postal : Delecourt 691-12

QUOTIDIEN ANARCHISTE

A partir de 20 heures : Téléphone Gutenberg 26-55

Rédaction : GEORGES BASTIEN
123, rue Montmartre, Paris (2°)

ABONNEMENTS	
FRANCE	ETRANGER
Un an 80 fr.	Un an 112 fr.
Six mois : 40 fr.	Six mois : 56 fr.
Trois mois : 20 fr.	Trois mois : 28 fr.
Chèque postal : Delecourt 691-12	

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social qui assure à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

Comment avec la sueur des bagnards on enrichit les colons

Poursuivant la campagne commencée, le Comité met aujourd'hui sous les yeux de l'opinion publique des faits ayant trait à l'exploitation des bagnards militaires par les colons et entrepreneurs qui opèrent dans le nord de l'Afrique.

Nous laissons la parole à notre camarade Toriac, récemment libéré.

« Oui, il faut poursuivre la campagne pour la suppression de Biribi. Aussi, comme je tiens à apporter à cette œuvre ma contribution d'efforts, je vous prie de publier ce qui suit :

« Nous étions cinquante détenus dans un camp situé à Tierville, dépendant du pénitencier de Bossuet (province d'Oran). Nous travaillions pour un sieur Mouriez, gros colon de l'endroit, exploitateur de haute volée.

« Notre tâche consistait à déboiser des forêts pour en faire des terres cultivables. Ce travail était extrêmement pénible. La main-d'œuvre civile coûtait trop cher et le rendement eût été insuffisant.

« Aussi, le nommé Mouriez demanda et obtint de la Portion Centrale de Bossuet cinquante détenus, dont l'entretien, nourriture et couchage compris ne revenait qu'à 2 fr. 20 par jour et par homme. Il était certain que le rendement serait supérieur à celui de la main-d'œuvre civile, parce qu'il connaissait les moyens pour « convaincre » les chaouchs et nous faire rendre le maximum.

« Notre exploitateur voulait bien descendre jusqu'à nous allouer une prime variant de 0 fr. 30 à 0 fr. 65 par jour, afin que nous puissions améliorer notre ordinaire. Quelle aubaine !

« La besogne était dure : le soleil tapait ferme sur nos pauvres carcasses. Les chaouchs voulaient gagner le pot-de-vin : l'entrepreneur était rapace et l'ordinaire insuffisant.

« Le 4 juillet 1917, l'un de nous, René Sado, de la classe 1914, libérable dix jours plus tard, tomba malade, pris de fièvre.

« Le chaouch Perrin, commandant le camp, le fit mettre en cellule, au lieu de le faire soigner.

« Dans un accès de fièvre, Sado, qui devait être gracié le 14 juillet, voulut sortir de la tente. Les tirailleurs indigènes qui le gardaient lui firent les sommations. Il n'entendit pas, ou ne comprit pas. Il fut abattu par une brute qui tira dessus à moins de 50 centimètres.

« Sado est enterré au cimetière de Mascara. Ses parents ont été avisés qu'il était mort de maladie. Je proteste contre ce mensonge abominable. Il fut tué à bout portant par un des tirailleurs préposés à sa garde. Voilà la vérité.

« Le pénitencier de Bossuet était commandé à cette époque par le capitaine Lombard, dit « Jambé de laine ». Je connais les témoins des faits, et je vous ferai parvenir leurs noms.

« Continuez votre campagne contre cette chose abominable « Biribi ». Que tous les anciens bagnards aient le courage, eux qui savent, de vous renseigner, et bientôt, édifiée, l'opinion publique tout entière réclamera avec vous la suppression des bagnes d'Afrique, de tous les bagnes.

« Une fraternelle poignée de main.

« TORIAC. »

Où, tu as raison, camarade, que tous les libérés nous aident et nous obtiendrons gain de cause. Mais un peu plus d'empressement serait nécessaire. La commission va revenir. Elle va déposer son rapport et le nôtre n'est pas encore assez complet.

Aussi, que tous nos amis se hâtent de nous renseigner. Qu'ils adressent leurs lettres à Pommier, 120, rue Marcadet, Paris (18°), qui les utilisera au mieux.

Mais faites vite, le temps presse et il faut agir. Allons, les libérés, un peu de courage, que diable !

Le Comité de Défense Sociale.

Attention !

Encore cinq jours, et nous serons le 20. Les thunes ne rentrent pas assez. Les groupes font peu d'effort.

Avertissons les camarades, sans vaines phrases, que s'ils ne mettent pas plus de hâte pour aider le Libéraire, c'en sera bientôt fini.

LA TERRE TREMBLE EN OCÉANIE

Un village englouti Des centaines de morts

Encore une catastrophe sismique. Le désastre s'est produit en Océanie, à Batavia.

Voici le premier télégramme reçu :

« Batavia, 14 novembre. — Plusieurs secousses sismiques qui se sont produites mercredi et jeudi ont provoqué de forts éboulements. De nombreux villages indigènes du district de Kedoc ont été détruits.

« L'un de ces villages a été projeté dans une rivière et a complètement disparu.

« Le nombre des tués dépasse 300 et il y a plusieurs dizaines de manquants.

« Le centre de perturbation se trouve à Ononoso, où tous les bâtiments se sont écroulés. »

Libérez Bouvet

Le Sénat a enfin repris l'éternelle discussion de l'Amnistie. Que de paroles creuses ont été, sont et seront encore échangées à ce sujet, chaque discours ne s'occupant en l'occurrence que de faire ressortir sa personnalité, plutôt que guidé par un sentiment humanitaire.

Et dire que pendant ce temps là-bas, dans la prison de Fontevault, un jeune homme, presque un enfant, agonise, un bras paralysé, miné par la tuberculose, menant une vie lamentable qui n'est qu'un affreux martyre, et pour tant de tortures, de souffrances, qu'a-t-il fait ?

Dans un geste de révolte consciente, écumé des abus de toutes sortes qui l'entouraient, des crimes qui se commettaient (et se commettent, hélas ! encore chaque jour), il a sorti un revolver de sa poche et a tiré... en l'air ! Crime honteux que celui de prendre les nuages comme cible et surtout le donner la frousse au premier citoyen de la République !

La condamnation, dictée à l'avance, équivaut à une condamnation à mort. Trêve, maladit, Bouvet ne pouvait résister à la peine qui lui était infligée : la triste preuve du présent vient malheureusement confirmer en tous points ces dires, car si, dans un délai très court, sa mise en liberté n'est pas une chose accomplie, « Bouvet ne sera bientôt plus qu'un cadavre ».

Qu'attendez-vous encore, gouvernants, pour faire le geste qui s'impose ? Croyez-vous que l'amnistie parcimonieuse dont seuls quelques-uns ont profité peut nous suffire et espérez-vous plus longtemps nous bernier et nous endormir encore avec de trompeuses promesses ?

Nous n'avons plus le temps de discuter, car une vie humaine, la vie de l'un des nôtres est en jeu. C'est un geste immédiat qu'il nous faut.

Vous ne pouvez persister à laisser souffrir et périr celui dont le geste n'a été fait que dans un sens de protestation, résultat de l'écœurement bien compréhensible qui gagne tous ceux qui se donnent un peu la peine de penser et de réfléchir.

Bouvet n'a ni tué ni blessé personne ; le garder plus longtemps serait un crime dont vous auriez votre grande part de responsabilité.

Rendez Bouvet aux siens en le remettant immédiatement en liberté.

M. THEUREAU.

LE FAIT DU JOUR

A quand cette Amnistie ?

Le Sénat discute l'amnistie. Ou plutôt, il la dissèque, la rogne, la réduit, lui enlève une par une toutes les parties qui lui donnaient l'apparence d'une amnistie véritable.

Quand il l'aura ainsi amenée à l'état de caricature, la loi d'amnistie retournera à la Chambre. Après plusieurs tours de navette de ce genre, on présentera au public quelque chose d'informe, ne satisfaisant aucunement l'opinion publique.

Le gouvernement d'Herriot fera comme Ponce Pilate. Il fera retomber la responsabilité sur les vieux bonzes du Luxembourg.

Toujours l'éternelle comédie. Et pendant que les pitres des deux assemblées amusent la galerie, les pauvres victimes qui, au bagne ou dans les maisons centrales, attendent avec anxiété l'amnistie, attendent encore.

Quand l'auront-ils enfin votée, cette amnistie, et quelle sera-t-elle ?

Nous sommes déjà fixés à présent. Ce n'est pas dans les paroles parlementaires que l'on trouvera la pitié pour ceux qui souffrent. S'ils consentent à s'en occuper, c'est parce qu'ils l'ont promis à leurs électeurs et qu'il leur serait tout de même difficile de dire trop crûment : « Maintenant que nous sommes au pouvoir, nous nous en fichons. » Mais ils s'arrangent pour tenir le moins possible et le plus tard possible leurs promesses.

L'amnistie ne sera complète que lorsqu'un vaste courant populaire l'aura imposée aux gouvernants.

Nous devons nous remettre à la besogne d'agitation, et sans perdre de temps. Les malheureux qui souffrent attendent de nous cet effort. Nous ne serions pas dignes de notre idéal si nous les abandonnions aux mains des politiciens.

Mussolini aux abois

Ca va mal pour le dictateur fasciste d'Italie. Anciens combattants et mutilés l'avaient déjà abandonné depuis l'agression du 4 novembre. Aujourd'hui, voici Giolitti et les giolittiens qui lui tournent le dos avec mépris.

Enfin, la nouvelle venue de France d'une prochaine expédition des garibaldiens contre la dictature achève de mettre aux abois l'illustissime Benito.

En effet, durant toute la journée d'hier, à Rome, le bruit a couru qu'une insurrection contre le dictateur était imminente, et qu'une force révolutionnaire venant de France et dirigée par le général Garibaldi, pénétrerait en Ligurie. Le *Popolo d'Italia*, dont le rédacteur en chef est Arnaldo Mussolini, le frère du dictateur, a averti les Chemises noires qu'une tentative armée était à craindre et qu'il fallait prévenir la tentative par un acte foudroyant de violence.

Dès lors, Mussolini concentre des troupes à la frontière française et fait surveiller les côtes par des torpilleurs.

A l'intérieur du pays les manifestations se poursuivent.

A Messagne, près de Brindisi, 1.000 manifestants, qui chantaient des hymnes révolutionnaires, ont pillé les locaux des organisations fascistes.

Les carabinieri de Brindisi sont intervenus.

A Castellamare, un conseiller municipal fasciste a été tué d'un coup de revolver par un ancien député, fasciste dissident.

A Strogano, près de Parme, des ouvriers armés de fusils ont tenté de prendre d'assaut le siège du fascio.

Le peuple italien se réveille. Il y a de l'espoir.

Le gouvernement lutte contre la vie chère

Il va relever les taxes postales !

Pour bien prouver ses bonnes intentions, le gouvernement va donner aux mercantis de tous poils le bon exemple : il va augmenter ses prix.

Les tarifs des objets de correspondance courante ne seront pas augmentés, ni les taxes télégraphiques et téléphoniques.

Le prix des pneumatiques, celui des lettres pour l'étranger, subiront une majoration. Le relèvement, atteindra peut-être aussi les imprimés, les lettres recommandées et les chèques postaux.

Ouvrez les prisons, supprimez Biribi

Le désordre qui règne dans le mouvement syndical, les rivalités apportées dans son sein font que toute activité de ce mouvement est réduite à néant. Une situation nouvelle est créée. Les syndicats qui ont repris leur liberté d'action, qui ont brisé la tutelle politique feraient bien de se rappeler leur passé et de reprendre la méthode qui hier donnait de si bons résultats ?

Chacun de nous se rappelle les mouvements de masses qui eurent lieu avant-guerre. L'on n'a pas oublié l'affaire Ferrer où tant de travailleurs à la sortie des ateliers se dirigèrent sur les boulevards extérieurs pour prier leur haine contre le régime du macaque d'Espagne, auprès de son représentant à l'ambassade. L'on se rappelle mieux encore, cette levée populaire pour sortir Rousset des mains des chaouchs. Durant trois ans ce fut l'action ininterrompue contre la chiourme militaire pour arracher un innocent de leurs griffes. Puis ce fut la manifestation grandiose contre la loi de trois ans, contre la guerre, etc. Le syndicalisme unique réalisait cette puissance formidable capable de faire reculer les gouvernants de toute étiquette. Le marasme créé par les divisions ouvrières a détruit ces magnifiques résultats. Et maintenant, grâce à cette erreur entretenue, les bons militants se sont retirés, d'autres nés dans cette confusion ont opté pour l'une ou l'autre conception ; et comme le bruit offre ce caractère particulier d'attirer les foules, les adversaires du syndicalisme utilisant avantageusement cette arme, bénéficient momentanément de l'enthousiasme. Durant ce temps, et alors que toutes les forces syndicales et ouvrières devraient se concentrer pour exiger l'amnistie, on laisse en prison les meilleurs des nôtres ; alors que le bagne recevait encore tous les malheureux coupables ou innocents d'actes qui sont le résultat de cette société maudite, alors que ces malheureux ne connaissent plus les quelques joies que donne la vie créée par les liens de la famille et les amitiés.

Biribi ! l'infâme Biribi ! Biribi sur lequel tout a été dit, continuera de tuer les enfants du peuple, coupables seulement d'être des malheureux noyés dans l'indifférence et dans le plus profond confusionnisme. Les travailleurs restent paisiblement chez eux, oubliant toutes les victimes des Conseils de guerre, toutes les mères qui pleurent leurs enfants.

Il faut enfin se ressaisir. Que tous ceux qui pensent, que tous ceux ayant un idéal apportent leur concours sans compter qu'à la quantité supplée la qualité. Pour tous les malheureux non coupables de nos divisions, le peuple ouvrier se lève pour les libérer.

POMMIER.

LE BLOC DES GAUCHES AU SECOURS DE PRIMO

On arrête à Reims deux espagnols pour trafic d'armes

C'est toujours la manière démocratique. On écrit de belles déclarations dans la presse. Prossard, Charles Lussy, tous les porte-parole du Bloc des Gauches assurent les intentions de neutralité du gouvernement français dans la lutte entre le dictateur Primo de Rivera et les révolutionnaires espagnols — et en réalité l'on agit impitoyablement contre ces derniers, on les traque, on les expulse, on les emprisonne.

Voici des faits nouveaux qui viennent encore à l'appui de notre thèse : la complicité de Primo et d'Herriot. Nous les donnons tels qu'ils sont relatés par les grands journaux d'information.

Les inspecteurs de la brigade mobile ont procédé, à Reims, à l'arrestation de deux anarchistes espagnols, José Rodriguez et Serreno Blaz, accusés de fournir des armes et des munitions au Comité révolutionnaire des Espagnols à Paris.

La police avait été avisée, il y a quelques jours, par M. Villain, entrepreneur de récupération, de l'existence d'un dépôt de caisses de grenades dans le massif du Moronvilliers, sur l'ancienne ligne de feu.

Les inspecteurs firent une enquête et apprirent que ces munitions étaient destinées à José Rodriguez, établi coiffeur à Reims. Ils surveillèrent étroitement la maison, et virent arriver mercredi, à la tombée de la nuit, une voiture à bras chargée de quatre lourdes caisses que l'on déclara dans la boutique du coiffeur. Les inspecteurs pénétrèrent dans la maison et arrêtèrent Rodriguez ainsi qu'un autre Espagnol, Serreno Blaz, manœuvre. Ils saisirent les

caisses qui contenaient des grenades à main et des torpilles à ailettes ; une perquisition amena la découverte de cartouches de revolver, fusils Lebel et fusils Gras, chargeurs, brovings ; des journaux et des tracts anarchistes, des brochures de l'Œuvre internationale des Editions anarchistes, et une correspondance en espagnol portant le cachet du « Comité de relations anarchistes de Paris ».

D'après le *Petit Parisien*, Rodriguez aurait déclaré que les grenades lui étaient destinées et qu'il avait chargé un Marocain de les lui amener pour le Comité de Paris.

Malgré ses protestations d'innocence, Blaz a été gardé, comme Rodriguez, à la disposition de la justice.

Le *Petit Parisien* ajoute que l'enquête de la police va se poursuivre activement sur les faits et sur les relations des deux Espagnols.

C'est donc ainsi que le gouvernement du Bloc des Gauches garde la neutralité entre le dictateur Primo et ses adversaires politiques ?

On arrête et l'on poursuit Rodriguez et Blaz parce qu'ils veulent envoyer des armes en Espagne à ceux qui veulent défendre la liberté du peuple. Et l'on ne poursuit ni n'arrête les grands armuriers officiels qui ne se privent pas de fournir des munitions et du matériel de guerre aux pires aventuriers de l'étranger...

O hypocritisme, tu es la vertu essentielle des gens de gouvernement ! O hypocritisme, mère de toute diplomatie, seule l'Anarchie te rendra impossible parmi les hommes.

L'Espagne s'agite contre Primo de Rivera

Malgré la censure très sévère et les démentis persistants de l'ambassade espagnole, des nouvelles parviennent d'Espagne qui nous démontrent que la dictature est sérieusement secouée dans ses assises.

« On mande de Saint-Sébastien au *Daily Express* que la Catalogne et la Navarre sont en effervescence. Lundi et mardi derniers, on a procédé à 152 arrestations. »

Ces quatre lignes suffisent à nous faire deviner la gravité des événements qui se sont déroulés en Espagne et qui peuvent être en train de rebondir — vers la Révolution !

Cambrioleurs de prisons

Dans cette société qui ne se maintient que par le vol organisé, le brigandage officiel et l'assassinat légal, le cambriolage ne nous indigne guère. Mais quand les cambrioleurs prennent une prison pour siège de leurs exploits — surtout quand c'est une prison militaire, les « malfaiteurs » nous deviennent en l'occurrence particulièrement sympathiques.

L'argent qui sert à entretenir des garde-chiourmes et à réparer les serrures des cellules n'a rien de respectable. Il vaut mieux le dépenser à quoi que ce soit, le gaspiller même ; c'est ce que firent les deux accusés qui comparaissent hier devant le conseil de guerre du Mans. Nous ne pouvons les en blâmer.

Voici l'histoire :

Dans la nuit du 6 au 7 septembre, la prison militaire du Mans était cambriolée, le bureau de l'agent principal Davy était ouvert par effraction, et un coffre-fort pesant 60 kilos était descendu et emporté. On le retrouva dans un fossé, à quelques centaines de mètres de la prison. Il avait été défoncé et 5.390 fr. 30 qu'il renfermait avaient disparu.

L'enquête révéla immédiatement que le cambriolage avait été commis par un détenu, Charles Janssens, originaire de Dunkerque, qui s'était entendu avec un maréchal des logis surveillant, Prot Roger-Marcel, et avait obtenu de celui-ci qu'il ouvrit sa cellule et qu'il l'aiderait à emporter le coffre-fort. Les deux réfractaires furent arrêtés deux jours après à Alençon où ils avaient en 48 heures dépensé plus de 4.000 francs.

Prot et Janssens comparaissent hier devant le Conseil de guerre du 4^e corps d'armée, siégeant au Mans. Ils ont reconnu tous les faits et se sont partagé les responsabilités.

Après cinq heures de débats, le Conseil de guerre auquel 33 questions étaient posées, a rendu un jugement de culpabilité mitigé par l'admission des circonstances atténuantes.

Il a condamné le maréchal des logis Prot Roger-Marcel, à deux ans de prison, et le détenu Janssens Charles-Arthur à cinq ans de prison.

Puissent-ils arriver encore à s'échapper de leur nouvelle prison après en avoir vidé la caisse. Mais que, cette fois-ci, ils soient plus prudents dans leurs dépenses.

Dictature militaire et bêtise

Un de nos camarades cheminots qui n'est pas militaire pour un sou (pas même pour l'armée rouge), reçut dernièrement le poulet suivant :

« *Ordre de munition.* — Par ordre du ministre de la guerre, il est prescrit au « réservoir D... » de se rendre le... à la caserne C... pour y subir une punition de quatre jours de prison encourue pour le motif suivant : ne s'est pas rendu à la caserne D... où il était convoqué, pour déclarer sa profession ; a répondu au gendarme qui s'est présenté à son domicile qu'il se moquait des convocations « d'ordre militaire et qu'il ne dérangerait pas quel qu'en soit le motif. »

« Le présent ordre donne droit aux prix réduits sur les voies ferrées, aller et retour. »

Malgré « le prix réduit des voies ferrées », le mauvais soldat D... ne s'est pas dérangé, ni pour faire les quatre jours de « tôle », ni pour indiquer son métier aux cognes.

Avouez que ces derniers ne craignent pas le ridicule, quand ils demandent à un cheminot de leur dire sa profession et, au surplus, de lui faire coller quatre jours.

Ils n'ont donc rien à faire, les gendarmes, pour embêter ainsi les bons bougres. Naturellement, le copain ne s'est toujours pas dérangé.

Et nous pensons qu'il a bien fait. — B. B.

Le Dimanche 16 Novembre, à 14 h. 30
GRANDE SALLE
DE L'UNION DES SYNDICATS
33, rue de la Grange-aux-Belles, 33

Grand Meeting international

Aux exploités, opprimés, militants et révolutionnaires de tous les pays.

Dans le monde entier et sous une forme de plus en plus violente s'affirme la collusion criminelle de tous les Capitalismes et de tous les Etats.

Il faut réagir au plus tôt et avec la dernière énergie. Il faut surtout que les prolétaires de partout se concertent et se préparent afin de sauver leurs frères persécutés et de se libérer eux-mêmes par

LA VERTABLE REVOLUTION

Celle qui anéantira et le Capitalisme et l'Etat

Orateurs dont le concours est absolument certain :

A. BORGHI, qui parlera en italien

OROBON, qui parlera en espagnol

SACHA, qui parlera en russe

BASTIEN, COLOMER et SEBASTIEN FAURE qui parleront en français

Participation aux frais : de rien. Prière aux camarades de ne franc organiser pour ce jour et cette heure-là.

Vivre simplement

La simplification de la vie est la règle générale du bonheur.

La société capitaliste, dans ses formes les plus anciennes comme les plus nouvelles, a engendré une foule de besoins qui sont nés de ses vices, de ses passions, de la loi de l'or, du marchandage éhonté et du dévergondage qui remplace le plaisir.

L'homme est fait pour le bonheur, mais dans la limite où la jouissance de ce bonheur n'annihile pas ses facultés, ne détruit pas son esprit, ne blesse pas sa chair, et l'élève jusqu'aux hautes régions où il peut penser librement et agir harmonieusement.

Qui dit rénovation par l'idéal libéral et qui dit instauration d'une société neuve ne veut pas dire maintien et extension des malpropres délices, antihumains, antinaturels, dans lesquels se complaisent des individus amateurs de fleurs du mal.

Les Grecs disaient : « Une âme saine dans un corps sain ».

N'hésitons pas à le répéter après eux, sans attacher d'autre importance aux termes spiritualistes de cette formule.

Que de heurts que de douleurs et que de malheurs seraient évités si les camarades voulaient concevoir une félicité simple, hors des complications bizarres et s'ils voulaient concevoir la vie du point de vue « naturel », sans chercher à se construire un décor fallacieux qui leur masque la vérité.

Souvent, les dissensions qui naissent entre une compagnie et son compagnon viennent de ce leurre de faux luxe, de faux espoir de « vivre sa vie », dont elle se berce dans des songes menteurs, ou bien du désir d'immédiate jouissance brutale, qui sommeille au fond du mâle aveuglé de désir.

Qui dit anarchiste, ne dit pas « être privé de volonté ». La volonté, hors de toute définition classique, n'est-elle pas simplement une sorte de clarté, de sincérité, qui illumine la route à suivre pour parvenir à un minimum de résultats tangibles, pour n'être point emprisonné dans les ombres d'un monde injuste, qu'il s'agit de dominer et de réformer.

Il faut prendre et goûter le suc de toutes choses, avec discernement, avec goût, avec cette élégance souveraine qui est, à elle seule, une morale esthétique.

Nous ne devons pas, comme les jouisseurs capitalistes, fonder notre plaisir sur la souffrance, la contrainte, l'envie et la misère.

Notre plaisir doit être pur, comme l'onde transparente, comme la lumière des plus beaux jours, comme l'unique volupté des plus beaux livres.

Il ne s'agit pas de se contraindre par une sorte de vice restrictif, de se passer de ces douceurs qui stylisent la banalité de certaines heures mélancoliques.

Il s'agit d'aimer les biens de la nature, les séductions de l'esprit et de la chair, dans la mesure où elles ne créent pas, autour de nous, de la douleur, l'immérité ou des désastres trop prévus.

Il s'agit de savoir, en se développant, se contenter sans exagération, et respecter le bonheur des autres en construisant sa propre félicité.

Nous sommes d'ailleurs en pleine période de lutte, de renversement, de révolution, et le combat quotidien exige ce que, faute de mot meilleur, j'appellerai des vertus vivantes.

Notre idéal postule l'organisation de notre vie, et l'abstraction de certains de nos désirs. Il veut aussi bien l'exclusion de la jolisse jouisseuse que du désespoir mortel.

Les banquets de Lucullus, les orgies de Pétrone, les soupers du Régent, les fêtes de la Troisième République, les cabarets à cocaïne et à izyngane, laissons-les à ceux qui ramassent l'argent dans le sang du peuple. Ce ne sont pas des exemples de bonheur. Ce ne sont que des signes monstrueux de la décadence des riches, à travers les âges.

Ce qu'il nous faut, pour être heureux, dans la mesure du possible, et pour donner des leçons de bonheur, c'est concevoir la vie noblement et sincèrement, et faire dire de nous que, dans ce monde si mal fait, nous avons su déjà construire les fondements de notre édifice social.

Guy SAINT-PAL.

A MARSEILLE

UNE GRANDE MANIFESTATION EN FAVEUR DES ESPAGNOLS

Le meeting de protestation, organisé à la hâte à la Bourse du Travail, salle Ferrer, à Marseille, le 12 novembre, avait réuni plus de trois milliers d'auditeurs.

Les militants, dans leur exposé sur la situation actuelle, ont traité les gouvernements de Primo de Rivera comme une officine de détachement et d'assassins sociaux.

Une grande protestation s'éleva de l'auditoire lorsque le gouvernement d'Herriot fut mis sur la sellette, à cause des arrestations de nos camarades révolutionnaires espagnols sur le territoire français et livrés aux autorités espagnoles, ainsi que les brutalités exercées contre nos camarades arrêtés.

Une bonne soirée de propagande révolutionnaire.

A bas la dictature de Primo de Rivera. Vive la Révolution espagnole. Une collecte à la sortie a produit une somme de deux cents francs.

EN SEINE-ET-OISE

Groupe régional de Bezons

La dernière réunion du groupe a été une réunion réconfortante. On sentait chez chaque camarade le désir de faire beaucoup pour la propagande et l'action.

Après le compte-rendu du Congrès de l'U. A., c'est à l'humanité que les amis ont décidé d'organiser le groupe sur des bases solides. Chaque copain s'impose librement une cotisation mensuelle de 5 fr. La Fédération recevra également chaque mois un versement régulier du groupe.

Pour ce mois-ci (novembre), 150 francs ont été envoyés à l'U. A., 15 francs à la Fédération de la Seine et 40 francs au Libértaire, sans compter les thunes qui ont été versées individuellement à l'administration du Lib.

La prochaine réunion du groupe aura lieu le dimanche 23. Que tous les anars et sympathisants de la région en prennent note.

Pour le groupe : **LE MEILLEUR.**

Le travail des enfants aux Etats-Unis

Les Etats-Unis représentent aujourd'hui la plus forte puissance du monde. Dix millions d'hommes des pays les plus divers tournent leurs yeux et leurs pensées vers le pays des dollars.

Combien de gouvernements rêvent de recevoir un emprunt du « bon oncle ».

On pourrait donc supposer qu'aux Etats-Unis tout le monde vit dans l'aisance, et que personne ne connaît la misère de la faim.

Il suffit cependant de jeter un regard sur la réalité, et toutes ces illusions s'effondrent. Voyons quelle est la situation des enfants en Amérique.

A la fin de l'année 1923, le gouvernement des Etats-Unis fit publier des statistiques au sujet du travail des enfants. Durant 1920, on peut lire que près de deux millions d'enfants de six à quinze ans sont occupés dans les diverses branches de l'industrie américaine.

La plus grande partie d'entre eux sont occupés à l'industrie cotonnière dans les plantations de l'Amérique du Nord. Surveillés étroitement par un contremaître, ces pauvres petits doivent travailler dix à douze heures par jour, dans d'insupportables conditions. Quant au salaire qu'ils reçoivent, il suffit tout juste pour les empêcher de mourir de faim.

Si le gouvernement, qui est le protecteur des exploités, fait publier ces faits monstrueux, il est facile de comprendre que la réalité est plus terrible encore.

Ainsi, par exemple, on a trouvé à New-York des enfants de trois ans, lesquels, avec leurs parents, travaillaient, dans des logements étroits, à la confection des coiffes employées pour les chapeaux de femmes. Un correspondant d'un important journal bourgeois, *La Tribune*, révèle un terrible fait d'une petite ville de pêcheurs où les enfants travaillent avec leurs parents à la mise en boîtes du poisson : leurs petites mains sont blessées, crevassées, couvertes de callosités. Le nombre de ces jeunes salariés est de plus de deux millions, parmi lesquels beaucoup ont moins de six ans.

Le rapport gouvernemental traite de l'année 1920. Mais depuis cette époque, l'armée des enfants travailleurs croît de jour en jour, car depuis 1916, les capitalistes ont le droit d'opprimer et d'exploiter les enfants.

C'est en effet cette année-là que la plus haute cour des Etats-Unis proclama que pour ne pas anéantir la « Liberté » et la « Constitution » il doit être donné à tout enfant de la « liberté » de travailler. Cela signifie que le capital a le droit d'exploiter les enfants dès le plus jeune âge.

Et cependant les tenants de Gompers et autres « ouvriers » de la même saule, regardant en silence comment des milliers d'enfants sont sacrifiés sur l'autel du Capital.

De Sennaculo, n° 1.

Traduit de l'Esperanto.

FEDERATION ANARCHISTE PARISIENNE

Comité d'initiative

Par suite d'impossibilité de réunir cette semaine le Comité d'initiative de la région parisienne, nous avisons tous les délégués de groupes de Paris et de sa banlieue que nous nous réunirons demain dimanche, à 9 heures précises, salle Garrigue, 20, rue Ordener (Nord-Sud ; Torcy).

A la suite des décisions du Congrès sur le principe d'organisation des anarchistes, nous demandons à tous les délégués de groupes de bien vouloir être présents à cette séance.

L'ordre du jour est important et nous prévenons que seuls les délégués auront accès au C. I. Les gènes ou les partisans du laissez-faire et du laissez-dire sont priés de ne pas se déranger.

Au C. I. nous devons y travailler sérieusement et non pas passer notre temps à éplucher des cancanes.

Soyons des hommes !

N'hésitons jamais, sur le chemin à prendre. L'hésitation et la timidité, sont les deux vices qui perdent les hommes les plus robustes et les têtes les plus solides !

En outre, vivons pour nous ; c'est le seul moyen d'être heureux sur cette terre où les bourgeois sont ingrats et individualistes ! Même aux heures les plus tristes et les plus difficiles, même aux plus fortes secousses morales que nous recevons, sachons rester calme et maître de nous, ne pas nous décourager. D'ailleurs ne nous affaiblons jamais trop aux choses et aux êtres, car du jour au lendemain nous pouvons être privés de nos jouissances les plus chères ! Rien sur la terre, ne saurait nous appartenir intégralement !

Et dans la vie : N'envions jamais ceux qui sont plus heureux ou plus riches que nous, car le bonheur est capricieux, tel qui est heureux aujourd'hui, demain peut perdre ce bonheur et alors le chagrin qu'il en éprouvera fera de sa vie un véritable enfer !

Nous ! qui n'avons jamais connu le bonheur nous n'éprouverons jamais l'intense détresse morale de le perdre !

Laissons aussi de côté, la vanité, l'orgueil, les préjugés, tout cela dépense bien inutilement nos forces morales !

Riches de nos idées, de nos idées seulement allons sans crainte affronter les pires orages de la vie, nous serons toujours sûrs d'en sortir en grands vainqueurs moraux !

Maurice BEAUDIMENT.

FEDERATION DES JEUNESSES SYNDICALISTES DE LA SEINE

Samedi 15 novembre, à 20 h. 30

Salle de l'Egalité

17, rue de Sambre-et-Meuse

Grande Soirée Artistique

s suivie de bal de nuit

au profit des Jeunesses.

Prix d'entrée : 3 francs. Entrée gratuite pour les enfants. Métro : Combat.

Aux 16.000 lecteurs de l'« Humanité du Midi » défunte

Camarades,

A la suite d'une gestion admirable et d'une rédaction comme jamais nul n'en vit, le grand régional moscovitaire a succombé, engloutissant l'argent des pauvres bougres.

Comme vous l'avez appris, les militants minoritaires de la première heure, dont je fus, constituaient une nouvelle C. G. T., démontrant par là que le syndicalisme est majeur et qu'il est assez grand garçon pour se conduire lui-même.

Loin de moi de dicter des ordres au prolétariat du Midi, qui est assez grand garçon pour se conduire lui-même. Je voudrais cependant, moi, qui écœuré par ce qui se passait dans ce milieu d'exploiteurs, d'imbéciles et de mouchards, suis parti malgré l'insistance de l'administrateur.

Je voudrais, dis-je, dire à nos camarades ouvriers de la Provence et des régions limitrophes, qui ont donné sans compter, qu'après l'entente tacite entre les gouvernements, bourgeois et moscovitaires, ils doivent comprendre aisément que le parti communiste n'est plus un parti de lutte de classe et que leur devoir est de rallier le seul parti qui n'ait pas fait faillite à ses engagements : c'est-à-dire le parti anarchiste, et leur dire aussi que le seul journal de combat des réfractaires opprimés et de tous ceux qui n'admettent pas qu'au nom de l'idée de Patrie on dispose avec une telle désinvolture de leur peau, sans leur assentiment, est le *Libértaire*.

Camarades ! Soutenez de vos deniers, ce que faire se pourra, le vaillant petit *Lib.*, qui n'a pour vivre que vos thunes et qui est boycotté par une police infâme, par tous les consortiums, et par la trinité maudite qui a le nom : « Armée, Calotte et Magistature ».

Denis ROUX,

ex-correcteur de l'Humanité du Midi

A mouchards, mouchards et demi

En votant, hier à la Chambre des députés, les crédits destinés aux agents occultes de la Sûreté générale, les membres du Parti socialiste ont achevé de se discréditer aux yeux du prolétariat révolutionnaire.

Désormais aucun orateur de la deuxième Internationale ne pourra plus, dans aucun meeting, dans aucune réunion ouvrière, se présenter sans qu'ils méritent de s'entendre crier : « Subventionneurs de mouchards, chefs de mouchards, mouchards ! ».

Mais leurs collègues du groupe communiste au Parlement n'ont pas le droit, parce qu'ils n'ont pas voté ces crédits pour la France, de mépriser ceux qui ont accordé à M. Herriot la possibilité d'entretenir des troupes parmi les rangs des exploités. N'ont-ils pas leur Tcheka en Russie et à l'étranger ?

Leurs maîtres n'ont-ils pas des mêmes procédés de mouchardage et de provocation par l'intermédiaire d'agents secrets qui s'infiltrent dans les usines, dans les ateliers ? Et n'y a-t-il pas à Moscou des « crédits destinés aux agents occultes de la sûreté générale » ?

Seuls les anarchistes sont contre toutes les polices, parce qu'ils sont contre tous les gouvernements. Ils ont seuls le droit de faire honte aux Léon Blum et aux Lebas qui viennent, une fois de plus, en votant les crédits d'entretien des mouchards, de prouver qu'ils n'ont rien de commun avec ce prolétariat dont ils se réclament.

Recouvrements

On nous donne la statistique des recouvrements budgétaires d'octobre, qui se chiffrent par une somme globale de plus de trois milliards.

Impôts indirects, enregistrement et timbre fournissent l'huile pour les rouages de l'Etat. Ainsi, cabine, cahin, le char des nantis et des prébendés pourra monter son chemin malaisé.

Il faudrait que vienne une époque où de telles statistiques ne salissent plus les comptes rendus officiels, et où il ne sera plus nécessaire de nourrir des millions de fonctionnaires, dont la fonction n'aura plus de raison d'être.

Une réunion à Reims

Mardi avait lieu une réunion pour l'Amnistie organisée par notre brave P. C.

La réunion était présidée par un nommé Cabat, l'émouvante grise d'ici, jésuite de la plus belle eau comme j'ai pu m'en convaincre. Tout d'abord, comme ouverture de séance pour expliquer la réunion, il ne trouve rien de mieux que de dire les paroles suivantes : « Il y a dans la salle des perturbateurs, mais qu'ils fassent bien attention, car nous nous chargerons de les mettre à la raison, nous avons pris nos mesures ! ».

Il y avait des membres du syndicat autonome qui étaient venus, estimant que c'était leur place de protester pour l'amnistie, chose qui leur tient plus au cœur à eux que n'importe quelle politique.

Je fus refroidi par ces déclarations de véritable fasciste ! Renoult prit la parole, après pas mal de lieux communs, toujours les mêmes — on ne sent pas la foi chez ces individus — il parla surtout de l'amnistie pour les cas militaires, mais oubliant l'amnistie en général ; il s'étendit longuement sur l'impérialisme anglais.

Ensuite un membre du syndicat autonome prit la parole et situa le vrai débat, ce qui est à regretter ce fut de mélanger des questions locales et personnelles, ce qui fit que la suite ne fut plus que des invectives personnelles, ce fut la conclusion du meeting.

Un camarade qui était bien placé pour causer amnistie, sortant de prison à quarante ans pour désertion, lors de la propagande de 1908, camarade de Bevan, voulut parler : le président, le jésuite Cabat, le présenta en ces termes : « Le camarade Bandet, inscrit, aura la parole, à la condition qu'il ne nous rase pas, car nous la lui retirerons immédiatement ! ».

Comme présentation, vous avouerez que c'était réussi !

Et la réunion se termina sans incident.

DELAHAYE.

Un coup d'œil dans les « boîtes »

LES MARCHANDEURS

Pour aujourd'hui je vais vous entretenir un peu de cette « sale race » : les marchandeurs. Les larbins de Moscou, les « cellulaires » n'ont pas le temps de s'occuper actuellement, tout leur « boulot » c'est de faire voter des ordres du jour contre les anarchos-syndicalistes. Et puis comme le « marchandage » n'est pas interdit par le « catéchisme du Kremlin », ça ne les intéresse pas : on peut être membre du parti des masses et marchandeur en même temps, ça fait bon ménage avec les gardiens de prison et les patrons de bistrot qui pullulent dans le parti soi-disant communiste.

Laissons donc de côté les « bourriques » de l'armée rouge, et passons aux marchandeurs.

Les organisations syndicales semblent délaisser un peu la lutte contre le marchandage, du moins dans la corporation de la voiture, où le nombre de marchandeurs augmente chaque jour.

Un marchandeur dans une maison assez importante peut, dans l'espace de dix ans, se retirer avec une somme qui lui permette de vivre en bon bourgeois. Le métier n'est donc pas mauvais. Voici quelques exemples :

Le marchandage de la Tolerie, de la Carrosserie, Driguot, boulevard de l'Hôpital, se vante à qui veut l'entendre qu'il ne « rafe » pas moins de 70 à 80.000 francs par an. Une vingtaine de compagnons travaillent sous ses ordres, et suent sang et eau pour lui rapporter cette somme ; cela ne les empêche pas de considérer leur « bûcher de sang » comme un « copain ». Il y a dans cette « tôle » un tas de brutes qui, d'un bout de l'année à l'autre, font dix heures de travail.

A la Carrosserie Million-Guét, à Levallois-Perret, la situation est la même. Un certain Cornu est marchandeur dans cette maison depuis « avant la guerre ». Pour s'y faire embaucher, ce n'est pas facile : il faut être de la « coterie », être un gars de Saint-Naz ou connaître le cousin de la cousine du marchandeur. Et pourtant quel bon type disent les « moutons » en parlant de leur « boucher ». Il a une dizaine d'années, un de mes meilleurs amis travaillait dans cette maison sous une fausse identité. Il fut découvert, mouchardé probablement, puis arrêté. On fit appeler le marchandeur Cornu : le commissaire de police lui dit : « Comment, vous avez embauché ce bonhomme-là ! Mais c'est un tel... C'est un anarchiste ! ». Et Cornu de dire : « Ah ! c'est un tel ! Je connaissais bien son nom, mais je ne savais pas que c'était lui, car autrement je ne l'aurais pas embauché ! ».

Quel bon type ce Cornu ! Je pourrais multiplier ces citations, car 50 0/0 des maisons d'automobiles emploient le système du marchandage. Résultat : l'ouvrier au lieu de travailler pour un seul patron, travaille pour deux. Il lui faut donc produire beaucoup plus pour gagner la même journée. Car l'on pense bien que le patron qui emploie un marchandeur c'est pour avoir un certain bénéfice : et le marchandeur lui, se rattrape sur la peau des ouvriers.

Aussi ce n'est pas du travail que l'on peut faire dans des conditions semblables, c'est de l'enlèvement, c'est un surmenage continu pour le compagnon. Les prix des travaux sont si bas qu'il est obligé de se dénigrer en « luttant » pour sortir sa journée, et quoi faire ?

Dans notre corporation, par le manque d'énergie de la généralité des ouvriers, le « marchandage » est si bien implanté que je crois qu'il ne disparaîtra qu'avec le régime capitaliste.

Allons les gas ! Un coup d'épaule pour précipiter sa chute !

La semaine prochaine je dirai un mot sur « les petits faconniers ».

Le Tôleier autonome.

Nos échos

L'homme coupé en deux.

On a trouvé sur la voie, à Bercy, un homme coupé en deux. Y a-t-il eu accident ou suicide ?

Personne n'en sait rien, mais le citoyen Celluloff, secrétaire du Comité de gare, bolcheviste né malin, se crut très spirituel en disant à ses camarades de travail :

— Qui veut le couper en trois ?

Personne ne répondant à cette question sangnante, le citoyen Celluloff explique sa belle image : « Le prolétariat est coupé en deux, avec deux C.G.T. et il y a des « petits bourgeois » qui veulent en constituer une troisième ».

Un bon bougre de syndicaliste pur lui répliqua : « Ton image est aussi irrédécible que ton Comité de gare. C'est toi et tes amis qui ont amené le corps entier sur le rail pour le faire couper en deux. C'est encore toi et tes amis qui ont mis un tronçon du corps sur le rail pour le sectionner à nouveau. Tu es comme feu Le Troquer, il te faut des catastrophes pour subsister. D'ailleurs, détonne-toi, le bonhomme n'est pas mort comme tu le chantes. Nous allons recoudre ce que tu as décousu ! ».

Le citoyen Celluloff ne répondit rien sur le champ. Un moment après, on l'entendit murmurer qu'il allait en référer au Comité Directeur.

ooo

Histoire de chasse.

On sait que pendant le séjour du gouverneur général de Saigon, outre que des agents de la sûreté étaient spécialement affectés à sa garde, il ne sortait guère de la ville sans que son auto soit précédée d'une autre voiture où se tenaient des gens dévoués chargés d'éclairer la marche.

Or, un jour que M. Merlin se rendait à Binhhoa, les éclaireurs s'aperçurent soudain, sur la route, trois hommes armés de fusil. Aussitôt un signal fut donné et l'auto gubernatoriale s'arrêta les éclaireurs seuls continuèrent d'avancer vers le groupe redoutable ; lorsqu'ils furent arrivés à sa hauteur ils s'enquirent du motif qui amenait sur une route suivie par le Gouverneur général des hommes ainsi armés.

Or, ces hommes chassaient, tout simplement, des bécassines.

Il faut croire que notre gouverneur et ses agents n'avaient pas la conscience bien tranquille.

L'Amnistie au Sénat

Voici la seconde séance consacrée par les vieux catmans bourgeois à l'amnistie, qu'ils sont bien décidés à tronquer et à émasculer, pour la rendre semblable à leur vicieuse caduque.

M. de Selves ouvre la séance à 15 h. 40. Herriot est là, avec René Renoult et les autres.

On revient au projet d'amnistie. Un nommé Poule, rapporteur, affirme que la loi ne s'étend pas aux restitutions dues par les délinquants à l'Etat considéré comme tiers.

Pour les peines disciplinaires infligées aux fonctionnaires et employés des services publics, M. Bienvenu-Martin voudrait l'intégralité de l'amnistie.

L'hopiteau veut que le gouvernement parle franchement. C'est trop lui demander.

Alors Herriot intervient, et, par un jeu de balancoire, il pleure sur les cheminsotiers révoqués, mais « il veut aussi que les services marchent ». Il finit par un couplet sentimental.

Dominique Delahaye aboie frénétiquement. On le rappelle à l'ordre.

Boivin-Champeaux défend la réintégration facultative.

Herriot lui répond : « J'ai passé un contrat de bonne foi avec les représentants des compagnies. Mais supposons que, d'ici quelques semaines, une compagnie me dise : « J'ai tenu compte de ma promesse, j'ai réintégré cinq employés. La réintégration étant facultative, adieu, Monsieur le président du Conseil. » Je ne puis donc me désarmer en vue de cette éventualité. Il est de mon devoir de chef du gouvernement de prévoir la situation, si je ne rencontrais pas partout une loyauté égale à la mienne (Applaudissements à gauche).

Téissier renonce à la réintégration obligatoire.

De Jouvencel fait de l'esprit en voulant maintenir le point de vue des compagnies et celui des cheminots sur le même plan.

Tout de même le Sénat repousse par 161 voix contre 135, le texte de la commission qui déclarait la réintégration facultative.

Joseph Faure fait accepter un amendement en faveur des agriculteurs et syndicats agricoles.

Billiet, roublard, y fait ajouter le mot « commercant ».

Moraud veut étendre l'amnistie aux propriétaires poursuivis en vertu de la loi sur les loyers. Ceux-là, on ne les oublie pas !

Enfin, à la demande d'Herriot, on fixe au 25 novembre la discussion sur la reconnaissance des Soviets...

FEDERATION OUVRIERE ET PAYSANNE DES MUTILES, VEUVES ET ORPHELINS DE GUERRE

Aux mutilés et veuves de guerre

L'heure est venue de manifester votre volonté d'obtenir l'augmentation de vos pensions insuffisantes.

Il faut imposer aux parlementaires le respect des promesses, que, candidats, ils nous ont faites.

Ce n'est plus de discours que nous voulons, ce sont des actes !

Les dirigeants des Associations officielles qui, pendant 4 années, ont été à plat ventre devant Maginot, semblent maintenant se réveiller.

Mais ce n'est pas sur eux, tous décorés pour leur servilité, que nous comptons pour l'action énergique indispensable.

C'est par-dessus leur tête que nous nous adresserons à toutes les victimes de la guerre.

Camarades, à quelque Association que vous apparteniez, votre devoir est d'assister au

GRAND MEETING

qui aura lieu le

Dimanche 16 Novembre 1924, à 2 h. 30 à la Salle Japy (près de la place Voltaire)

Divers orateurs exposeront le point de vue de la F.O.P. en ce qui concerne : L'augmentation générale des pensions, des mutilés, veuves, orphelins, ascendants, le projet de la F.O.P.

La situation des tuberculeux de guerre. L'emploi obligatoire des victimes de la guerre.

Tous dimanche 16 Novembre, à la salle Japy.

La F.O.P.

Communiquiez la présente à vos camarades, apposez aux bons endroits les papillons ci-joints.

Pour tous renseignements, s'adresser au siège social : 3, boulevard Beaumarchais, Paris 12.

EN HOLLANDE

« La réunion prolétarienne au Tuindorp, Amsterdam, tenue le 12 novembre 1924, ayant entendu les communications du secrétaire du Bureau international antimilitariste sur Biribi, s'adresse au peuple français pour qu'il mette fin aux horreurs et abolisse non seulement Biribi, mais aussi le militarisme lui-même, qui en est la cause première. »

Au *Libértaire* nous prenons bonne note de cette communication et nous la transmettons à nos camarades de la Ligue des Réfractaires qu'elle intéresse particulièrement.

LES SPECTACLES

Opéra. — 21 heures : Concert Kreisler. Opéra Comique. — 20 heures : Lorenzaccio. Gaîté Lyrique. — Rip. Trianon Lyrique. — 14 h. 30 : Les Dragons de Villars ; 20 h. 30 : Vénus.

Comédie-Française. — 20 h. 15 : La Dépossession. Gymnase. — La Galerie des Glaces. Porte Saint-Martin. — L'Amour.

Comédie des Champs-Élysées. — Knock ; La Scintillante. Studio des Champs-Élysées. — A l'Ombre du Mal.

L'Atelier. — Chacun sa Vérité. Théâtre des Arts. — La Rivale de l'Homme. Nouvel Ambigu. — Matinée : Napoléonette

A travers le Monde

ANGLETERRE

SIR AUGKLAND GEDDES CONTRE LE SOCIALISME

Londres, 14 novembre. — Dans un discours prononcé à une réunion de la Chambre de Commerce de Liverpool, sir Augkland Geddes, ancien ambassadeur britannique à Washington, a déclaré :

« La preuve existe qu'une influence allemande s'exerce dans le mouvement socialiste en Grande-Bretagne. Derrière ce fait il faut voir une grande jalousie à l'égard de l'empire britannique. Je considère que notre œuvre doit être de poursuivre la lutte pour sauvegarder notre empire et l'héritage de nos ancêtres : la liberté et le contrôle démocratique ! »

« Le socialisme a amené le peuple à vivre dans des conditions comparables à celle des serfs. »

Lord Derby qui prit ensuite la parole exprima sa conviction que les travailleurs britanniques « avaient le cœur absolument sain, et que leur patriotisme défiait toute discussion. »

C'est partout la même histoire. D'un côté les bourgeois patriotes voient la main de « l'Allemagne » dans tous les mouvements sociaux. De l'autre, les socialistes peuvent être considérés comme « des patriotes défilant toute discussion ». On l'a bien vu en France lors de la tuerie, lorsque leurs dirigeants furent parmi les protagonistes de cette sacrée Union qui prolongea la guerre.

L'AUTORITE DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS

Londres, 14 novembre. — Du « Times » : La date de demain a été choisie par le conseil de la Société des Nations pour l'évacuation par la Grande-Bretagne et la Turquie des localités de part et d'autre de la frontière provisoire entre l'Irak et l'Anatolie, où leur présence était contraire aux décisions prises à Bruxelles le 29 octobre.

Il est de l'intérêt de la Turquie aussi bien que de la Grande-Bretagne que les décisions préliminaires de la S. D. N. soient ponctuellement observées. C'est une affaire d'une non moins grande importance pour la Société elle-même. Si sa volonté devait ne pas prévaloir dans un cas où deux pays ont placé volontairement devant elle leur différend, le résultat serait pour le moins décourageant pour tous ceux qui comptent sur son arbitrage rendu obligatoire.

L'autorité de la S. D. N. En voilà une bonne blague, tant que tout le monde sera soumis aux forces de l'autorité. Comment veut-on que des pouvoirs autoritaires, même unis dans un but de paix, puissent donner autre chose que des discours, des vœux, des motions, du vent !...

ALLEMAGNE

LES POPULISTES ET LES PROCHAINES ÉLECTIONS

Berlin, 14 novembre. — D'accord avec les populistes bavarois, le centre a décidé de ne présenter en Bavière aucun candidat aux élections au Reichstag et aux élections municipales, de même que le parti populiste bavarois a renoncé, de son côté, à présenter des candidats en dehors de la Bavière. Dans le Palatinat, les deux partis présenteront des listes séparées.

BELGIQUE

L'ASSASSINAT D'EDMOND GILLES

Bruxelles, 13 novembre. — Edmond Gilles, président du syndicat des ouvriers verriers, personnalité en vue du mouvement ouvrier en Belgique, a été assassiné jeudi, vers 21 heures, dans les circonstances suivantes :

M. Gilles se trouvait avec sa fille et une servante, dans la cuisine de la maison qu'il occupe à Lodelinsart, lorsqu'on frappa à la porte d'entrée. La servante qui alla ouvrir se trouva en présence d'un homme vêtu d'un pardessus, chaussé de pantoufles et masqué. Aux cris poussés par la bonne, M. Gilles accourut.

L'inconnu, tirant un revolver, fit feu à cinq reprises dans la direction du président de l'Union verrière, qui s'affaissa mortellement blessé.

La victime avait été antérieurement l'objet de plusieurs attentats. Depuis quelques semaines, M. Gilles recevait de nombreuses lettres anonymes de menaces.

ÉTATS-UNIS

GIGANTESQUE INCENDIE DANS UNE FABRIQUE DE SALPÊTRE

Des milliers de personnes sans abri

New-York, 14 novembre. — Un formidable incendie s'est déclaré ce matin dans une usine de salpêtre de Jersey City.

Pen avant-midi, le feu a gagné six grands bâtiments occupés par une raffinerie de sucre, puis, continuant ses ravages, a détruit dans l'après-midi trois grands blocs de maisons d'habitation.

Dix personnes sont manquantes et douze pompiers ont subi un commencement d'asphyxie. Des milliers de personnes sont sans abri.

A l'heure actuelle, le sinistre qui n'a pu encore être maîtrisé, a causé des dégâts s'élevant à plusieurs millions de dollars.

HEDJAZ

LE ROI ALI DEFAIT PAR LES WAHABITES

Le Caire, 14 novembre. — Une information de la Mecque annonce que les Wahabites ont infligé une grave défaite aux forces du roi Ali venant de Djeddah.

JAPON

L'ORGANISATION FASCISTE

A Tokio, le ministère de la guerre travaille à la création d'une puissante organisation fasciste.

C'est une légion composée d'anciens soldats et d'officiers qui ont appartenu auparavant à la Zaigo Gunjin Hai. Le ministère de la guerre ordonne à cette légion de fusionner avec la Haiku Tai qui est l'organisation fasciste japonaise. La Haiku Tai comprend plusieurs commissions dont une, sous le nom de commission de renseignements, centralise tout ce qui concerne les grèves et se charge d'espionner le mouvement ouvrier.

LEURS DIVIDENDES

Rambouillet, 14 novembre. — A Chépeville, deux poseurs de la voie, M. Bespond, âgé de 48 ans et Hardy, 25 ans, ont été tamponnés par un train. Tous deux ont succombé.

A Vitry, en gare de marchandises, M. Victor David, 68 ans, 4, avenue de Chanzy est tué par une rame en manœuvre.

A Brest, le bateau de pêche « Rose », monté par le patron François Cleorec, Jean Nédélec, matelot et Yves Floch, mousse, a coulé en rentrant au port de l'Aberwrach. Seul M. Cleorec put être recueilli par le sloop « Jeanne ».

A Porspoder, une « plate » montée par MM. Jean Richard, officier marinier et Jean Cleach, 18 ans, sombre. Jean Cleach a péri.

Ceux qui ne veulent pas payer

Montpellier 14 Novembre. — Sur mandat du parquet de la Seine, un commissaire de police et un expert ont perquisitionné chez un notaire et dans divers établissements financiers de Montpellier, Béziers et Cette.

Des valeurs ou actes divers ont été saisis, et des oppositions ont été faites dans des banques.

Il s'agit d'une affaire de dissimulation de bénéfices de guerre concernant une entreprise de wagons-réservoirs, mais on ne sera fixé sur les conséquences de ces opérations policières qu'après le rapport des experts.

Douarnenez n'aura pas sa rue (Louise-Michel)

La ville de Douarnenez désirait donner à une de ses rues le nom de « Louise-Michel ». Le préfet et le ministre s'y sont opposés et évidemment le Conseil d'Etat leur a donné raison.

Il semble tout de même que le nom de « Louise Michel » dit autre chose que celui de Foch ou de Clemenceau dont on a imposé le deshonneur à tant de cités.

Chez les faiseurs de lois

LES COMPAGNIES MARITIMES S'ENRICHISSENT A NOS DEPENS

La séance du matin à la Chambre des Députés a été consacrée à la continuation de l'examen du budget des Travaux publics, section des ports, marine marchande, etc., etc.

Canavelli, premier orateur, protesta parce qu'on distribue les rapports concernant les discussions quelques heures seulement avant la séance. Cela prouve que les trois quarts des députés ne doivent rien comprendre de ce qui se discute.

Canavelli demande au gouvernement s'il a l'intention sérieuse d'abroger les décrets Rio et de faire appliquer les lois ouvrières dans la marine. On nous l'a promis : « Je me méfie toujours quand un ministre déclare spontanément qu'il respectera ses engagements. »

Après lui, Morinaud critique l'arbitraire des Compagnies de navigation, qui n'assurent pas un service suffisant entre l'Afrique du Nord et la métropole.

« Il nous en apprend une bien bonne. L'Etat avait fait construire huit beaux navires, qui coûteront 140 millions. Mais une fois construits, les Chambres rechignent à voter les crédits pour les exploiter. Et on les afferma aux Compagnies de navigation pour une redevance — tenez-vous bien — de cinq francs par an. On alla même plus fort, on fit pression sur le gouvernement de l'Algérie pour qu'il inscrive un crédit annuel de trois millions à son budget, pour l'amortissement de ces navires, ce qui fut fait. »

(Inutile d'expliquer à nos lecteurs la raison pour laquelle le Parlement ne vota pas de crédits d'exploitation, c'est que les Compagnies avaient fait donner d'autres crédits que certains ont encaissés.)

Bouissou dit que le marin français gagne en moyenne 400 francs par mois, alors que le marin anglais en touche de 800 à 900. Il nous apprend aussi que chacun des navires dont on a parlé auparavant rapporte aux Compagnies 200.000 francs par mois.

Le prix du transport du riz est passé de 1.200 francs.

Le rapporteur Candace fait ensuite un long discours. Il n'est pas contre les huit heures, en théorie, mais en pratique ne voudrait pas qu'on les applique.

Tout son rapport sur le bourgeois exploitateur, dont il est le digne représentant. Les droites l'applaudissent.

La Chambre décide de siéger matin et soir le lundi et samedi.

BEAUCOUP DE PAROLES SUR LA VIE CHÈRE

Toute la séance de l'après-midi a été consacrée aux interpellations sur la vie chère. Beaucoup de discours qui ne changeront rien. Mais ça fait toujours bien pour les électeurs.

Mistral, le premier monte à la tribune. Il rappelle les paroles de la guerre. L'augmentation des salaires est un prétexte pour les commerçants d'augmenter leurs prix. Cercle vicieux. L'Etat doit être le seul importateur de blé, et doit contrôler la production du blé, du sucre, etc.

Avec Bretoulle, c'est la même chanson socialiste. Une perle néanmoins à retenir : « Ce n'est pas un texte législatif qui résoudra le problème de la vie chère. »

Il faut rétablir la situation financière, combattre la spéculation, faire de l'Etat le seul acheteur du blé.

Et Betoulle s'en va, après un petit couplet en l'honneur de la probité de l'honnêteté d'Herriot.

Le troisième orateur, Compté-Morel, fait un discours un peu moins creux, plus nourri de faits. Il fait le procès de la spéculation et de la concentration capitaliste.

Trois cents sociétés anonymes dominent la consommation du pays, deux cartels se partagent la majeure partie des raffineries de sucre.

Un wagon de charbon vendu 1.200 francs à Paris a rapporté 148 francs au producteur, 200 au mandataire, et 700 aux compagnies de chemins de fer.

E. Barthe. — A Carpentras, un lot de tomates vendu trois francs a payé trente francs de transport.

Compté-Morel fait tout un cours d'économie politique, et termine en demandant au capitalisme de faire des sacrifices, en laissant une partie des fortunes.

BILLIET ET LE COMMUNISTE

Un incident éclate. La gauche reproche Billiet à la droite, qui réplique en criant : Hennessy !

Les communistes orient les deux noms, mais tombent sur un bec. Jean Payra apprend à la Chambre amusée que la liste

du communiste Cabanne a reçu 5.000 francs de Billiet, et Marcel Cachin est obligé d'avouer que c'est vrai, et de plaider que s'il y a un malhonnête-homme dans un parti, il ne faut pas généraliser.

On entend ensuite le ministre de l'Agriculture Queuille faire un discours ministériel, c'est-à-dire creux comme le portemonnaie d'un consommateur.

Le ministre demandera des crédits pour permettre au gouvernement d'acheter du blé, et de jouer ainsi le rôle de régulateur des prix. On pourra faire des ristournes aux premiers lésés !

Quel tripotage cache encore ce projet ? Séance demain matin et après-midi.

En peu de lignes...

Le picpocket pincé

A la fête foraine Boulevard Rochechouart, de nombreux vols de portemonnaie et de réticules étaient signalés. Piqueux, 25 ans, 58, rue de Romainville, aux Lilas, a été pincé avec 20 portemonnaie sur lui.

Le pharmacien chef de bande

Un pharmacien Armand-Thodule Bonnet, 29, rue Godot de Mauroy avait monté une droguerie 101 rue des Cerisiers à Colombes. Et le trafic consistait à acheter des marchandises qu'on ne payait pas. Des associés, Alexandre Babin, 1, place de Budapest et Amédée-Louis Dupuy de Bry-sur-Marne, écoulèrent ces marchandises avec une honnête commission.

Le pharmacien faisait de petites commandes qu'il payait pour donner confiance puis il signait des traites, les refusait, demandait des reçus d'échéances et commandait toujours.

Les sommes escroquées se montent à 300.000 francs. On n'a retrouvé que 50.000 francs de marchandises chez lui.

Traffic d'or

Tarbes, 14 novembre. — Joseph Masdet, voyageur de commerce, a été arrêté dans un débit du cours Keffy, au moment où il achetait cinq louis de 20 francs, 55 francs l'un.

Assassinés à coups de marteau

Caen, 14 novembre. — A Potigny, près Falaise, les époux Chinn, cantiniers, ont été assassinés à coups de marteau. Les meurtriers tentèrent de faire disparaître les traces de leur crime en arrosant le lit de pétrole et en y mettant le feu. Les deux victimes ont été à moitié carbonisées. Le vol paraît être le mobile du crime.

Trois piétons blessés par un side-car

Route nationale, à Trappes, un side-car, conduit par M. Roland Servaz, demeurant 3, rue Birague, à Paris, fait une embardée pour éviter une auto et, montant sur le trottoir, blesse trois personnes : MM. Evariste Wawertegens, Gabriel Plançon et Jean Launeau, tous domiciliés à Trappes.

La peur de vivre

Un adolescent de 16 ans, élève de l'école Boule, Paul Philippique, profitant de l'absence de sa mère, demeurant 127, rue Saint-Honoré, a ouvert un robinet à gaz et s'est asphyxié.

Les inondations

LA SITUATION S'AMELIORE

La décrue est enfin générale. A Montceau, la cote d'aujourd'hui accuse une baisse de 12 centimètres sur celle d'hier. A Chalifert, décrue de 30 centimètres.

En aval, le flot que nous avons subi s'écoule sans catastrophe. Il a passé Mantes, où une décrue de 4 centimètres s'est produite.

On compte une dizaine de jours pour que la décrue soit complète.

D'autre part, les pronostics atmosphériques sont assez rassurants.

La suppression du bain colonial

Enfin, on y vient. Peut-être le bain va-t-il s'installer en Normandie.

Quand venant de Paris sur la ligne Paris-Cherbourg on quitte Caen, on peut apercevoir sur sa droite une immense bâtisse. C'est la prison centrale de Beaulieu, une belle prison toute neuve et toute vide.

Les logements manquent partout, mais il y a une vaste prison vide. Car elle est énorme, magnifique et même, paraît-il, pratique.

On aurait donc, bien qu'une décision for-

melle ne soit prise, l'intention d'y transférer le bain, ou tout au moins, puisque les malheureux qui sont en Guyane sont condamnés à y rester, à y organiser un dépôt où iront les futurs condamnés.

Ce serait tout de même un peu plus humain, en attendant que toutes les portes de toutes les prisons s'ouvrent grandes.

Grèves et Revendications

300 tisseurs en grève

300 ouvriers tisserands de Tourcoing, de la maison Bagoud se sont mis en grève réclamant une augmentation de 0 fr. 25 de l'heure. Les ouvriers ont refusé une contre-proposition patronale qui leur demandait de travailler à la tâche comme dans les autres tissages.

Le sabotage des grèves ?

Une grève éclatait il y a quelques jours chez Fédureau, entreprise de battage ainsi que chez Bauchet, Banault et Moraud, une centaine de travailleurs en tout sont en grève. Les grévistes réclament 20 francs par jour et une indemnité de 1 franc par kilomètre au-delà de 5 kilomètres de la résidence.

Or nous apprenons que des équipes de soldats auraient été mandées pour remplacer les grévistes.

Quelle va être l'attitude du Bloc des gauches ?

Les ouvriers papétiers

De Deluz et de Gênevilliers sont augmentés. La grève des papétiers qui comprenait plus de 520 travailleurs vient de se terminer.

Les salaires sont relevés de 0 fr. 10 à 0 fr. 25 de l'heure.

Une Manifestation

Hier au soir, boulevard des Capucines et place de l'Opéra, des employés de banque ont manifesté à l'heure où ils sortaient de leurs bureaux. Cette manifestation avait pour objet une demande d'augmentation de salaire.

La manifestation est restée calme et la police l'a dissipée aisément.

Les fonctionnaires des banques voudraient s'émanciper par hasard ! Allons camarades un geste... C'est le premier pas qui coûte.

Un appel de la Fédération des locataires de la région parisienne

La Fédération des Locataires pour protester contre le scandale des meublés et des locaux d'habitations vacants en pleine crise du logement, organise le Dimanche 16 Novembre, à 14 h. 30, une grande manifestation à Saint-Denis.

Manifestation à laquelle sont invités tous les locataires syndiqués et non syndiqués. Locataires : si vous voulez voir cesser le scandale des meublés. Si vous voulez obtenir la déclaration obligatoire et la réquisition des locaux vacants.

Si vous voulez que votre foyer soit respecté. Si vous voulez empêcher les nombreuses expulsions prévues avant le terme de janvier, Locataires, assistez en masse à cette manifestation.

Le Secrétaire fédéral, Louis MULLER.

NOTA. — Les locataires qui se rendront à Saint-Denis par le chemin de fer, s'adresseront pour tous renseignements : M. son Henri à Buvette du Départ, près de la passerelle en sortant de la gare de Saint-Denis.

Note de l'administration

Le camarade Fernois (2) ; Lamsseioif ; Daguerre de Bordeaux m'avisent que du fait de l'écorchement orthographique de leur nom, ils ne verseront plus rien pour le « Libéraire » aussi longtemps que rectification ne sera pas faite.

Avec bonne grâce j'accède à cette demande, mais je tiens à leur faire remarquer qu'une erreur de typos ne doit pas suffire pour arrêter toute action en faveur de notre quotidien et que s'il me fallait rectifier toutes les erreurs en même temps que d'assurer la bonne marche du « Libéraire » vingt-quatre heures ne seraient pas suffisantes.

Les camarades Fonteneau de Bezons et Montmayeur de Grenoble sont priés de me dire à quelle destination vont les sommes portées sur leurs chèques postaux.

H. DELECOURT.

FEUILLETON DU LIBERTAIRE DU 15 NOVEMBRE 1924. — N° 147.

Illusions perdues

par Honoré de Balzac

TROISIEME PARTIE

Un grand homme de province à Paris

En disant ces paroles vivement, elle regarda celui qu'on appelait le grand Cointet, et lui fit baisser les yeux. Elle acquiesça ainsi la preuve de la trahison de Cérizet.

Ce Cointet, le directeur de la papeterie et des affaires, était beaucoup plus habile commerçant que son frère Jean, qui conduisait d'ailleurs l'imprimerie avec une grande intelligence, mais dont la capacité pouvait se comparer à celle d'un colonel ; tandis que Boniface était un général auquel Jean laissait le commandement en chef.

Boniface, homme sec et maigre, à figure jaune comme un cierge et marbrée de plaques rouges, à bouche serrée, et dont les yeux avaient de la ressemblance avec ceux des chats, ne s'empêchait jamais ; il écoutait avec le calme d'un dévot les plus grosses injures, et répondait d'une voix douce. Il allait à la messe, à confesse et communiait. Il cachait sous ses manières paternelles, sous un extérieur presque mon, la ténacité, l'ambition du prêtre et l'avidité du négociant dévoré par la soif des richesses et des honneurs.

Dès 1830, le grand Cointet voulait tout ce que la bourgeoisie a fini par obtenir à la

révolution de 1830. Plein de haine contre l'aristocratie, indifférent en matière de religion, il était dévot comme Bonaparte fut montagnard. Son épine dorsale fléchissait avec une merveilleuse flexibilité devant la noblesse et l'administration, pour lesquelles il se faisait petit, humble et complaisant.

Enfin, pour peindre cet homme par un trait dont la valeur sera bien appréciée par des gens habitués à traiter les affaires, il portait des conserves à verres bleus à l'aide desquelles il cachait son regard, sous prétexte de préserver sa vue de l'éclatante réverbération de la lumière dans une ville où la terre, où les constructions sont blanches, et où l'intensité du jour est augmentée par la grande élévation du sol. Quoique sa taille ne fût qu'un peu au-dessus de la moyenne, il paraissait grand à cause de sa maigreur, qui annonçait une nature accablée de travail, une pensée en continue fermentation. Sa physiologie féminine était complétée par une chevelure plate, grise, longue, taillée à la façon de celle des ecclésiastiques, et par son vêtement qui, depuis sept ans, se composait d'un pantalon noir, de bas noirs, d'un gilet noir et d'une

veste (le nom méridional d'une redingote) en drap couleur marron.

On l'appelait le grand Cointet pour le distinguer de son frère, qu'on nommait le gros Cointet, en exprimant ainsi le contraste qui existait entre la taille qu'entre les capacités des deux frères, également redoutables d'ailleurs. En effet, Jean Cointet, bon gros garçon à la face flamande, bruni par le soleil de l'Angoumois, petit et court, paraissait comme Sancho, le sourire sur les lèvres, les épaules épaisses, produisant une opposition frappante avec son aîné. Jean ne différait pas seulement de physionomie et d'intelligence avec son frère, il professait des opinions presque libérales, il était centre gauche, n'allait à la messe que les dimanches, et s'entendait à merveille avec les commerçants libéraux.

Quelques négociants de l'Houmeau prétendaient que cette divergence d'opinions était un jeu joué par les deux frères. Le grand Cointet exploitait avec habileté l'apparente bonhomie de son frère, il se servait de Jean comme d'une massue. Jean se chargeait des paroles dures, des exécutions qui répugnaient à la mansuétude de son frère. Jean avait le département des colères, le s'empêchait, il laissait échapper des propositions inacceptables, qui rendaient celles de son frère plus douces ; et ils arrivaient ainsi, tôt ou tard, à leurs fins.

Eve, avec le talent particulier aux femmes, eut bientôt deviné le caractère des deux frères, aussi resta-t-elle sur ses gardes en présence d'adversaires si dangereux. David, déjà mis au fait par sa femme, écouta d'un air profondément distrait les propositions de ses ennemis.

— Entendez-vous avec ma femme, dit-il aux deux Cointet en sortant du cabinet vitré pour retourner dans son petit laboratoire, elle est plus au fait de mon imprime-

rie que je ne le suis moi-même. Je m'occupe d'une affaire qui me sera plus lucrative que ce pauvre établissement, et au moyen de laquelle je réparerai les pertes que j'ai faites avec vous...

Et comment ? dit le gros Cointet en riant.

Eve regarda son mari pour lui recommander la prudence.

— Vous serez mes tributaires, vous et tous ceux qui consomment du papier, répondit David.

— Et que cherchez-vous donc ? demanda Benoit-Boniface Cointet.

Quand Boniface eut lâché sa demande d'un ton doux et d'une façon insinuante, Eve regarda de nouveau son mari pour l'engager à ne rien répondre ou à répondre quelque chose qui ne fût rien.

— Je cherche à fabriquer le papier à cinquante pour cent au-dessous du prix actuel de revient...

Et il s'en alla sans voir le regard que les deux frères échangeaient, et par lequel ils se disaient : « Cet homme devait être un inventeur ; on ne pouvait pas avoir son encolure et rester oisif ! — Exploitez-le ! — disait Boniface. — Et comment ? » disait Jean.

— David agit avec vous comme avec moi, dit madame Séchard. Quand je fais la cuisine, il se défie sans doute de mon nom, et me jette cette phrase, qui n'est après tout qu'un programme.

— Si votre mari peut réaliser ce programme, il fera certainement fortune plus rapidement que par l'imprimerie, et je ne m'étonne plus de lui voir négliger cet établissement, reprit Boniface en se tournant vers l'aîné du désert, où Kolb, assis sur un ais, frottait son pat, avec une gousse d'ail ; mais il nous conviendrait peu de voir cette imprimerie aux mains d'un concurrent ac-

L'Action et la Pensée des Travailleurs

Epilogue de la lutte de classes chez les Marins du Havre

Lors de la dernière grève des inscrits maritimes du Havre, il se produisit que le *Paris* fut armé par des marins de l'Etat, à l'insu du *Lafayette* et du *France*. Un triste individu, qui s'appelle Doucet, resta tout seul à bord et fit le voyage, reniant les principes de sa classe. Au retour du paquebot, la grève étant terminée, tout l'équipage au grand complet regagna le bord, suivant les instructions de la dernière assemblée générale des grévistes. Seulement, voilà, le renégat fut vu comme quelque chose de malpropre et de puant, par les copains qui ne pouvaient admettre parmi eux la présence d'un « Judas ».

Il faut croire que ce fait tenait à cœur à M. Dal-Piaz, le « Juif » qui est administrateur général de la Compagnie Générale Transatlantique, puisque le lundi 3 novembre 1924, le même individu était réembarqué à bord du *Paris*. Dès son apparition, nos camarades protestèrent contre sa présence parmi eux. Le mardi, ils déclarèrent ne pas vouloir continuer leur travail si cet homme restait à bord. Les autorités ne firent que répondre comme quoi cet homme se trouvait embarqué par la Compagnie, qu'elles ne pouvaient rien... L'équipage complet mit sac à terre après avoir demandé son débarquement unanimement le jeudi 6 courant, à 13 h. 30, aux autorités du *Paris*, ensuite à l'administrateur de l'inscription maritime, à 15 heures du même jour. Le débarquement fut refusé.

Tout le personnel ayant décidé de rester sur ses positions, le vendredi, les équipages des navires de la Compagnie Générale Transatlantique présents au port du Havre vinrent soutenir leurs camarades du *Paris* en cessant le travail à bord.

Plusieurs délégations furent envoyées à la Compagnie et à la Marine, successivement les réponses furent toutes négatives.

Samedi le départ du *Paris* devait avoir lieu à 21 heures. L'équipage au complet décida de se rendre au travail et à 15 heures un quart il arrivait à la coupée, lorsqu'à peine huit de nos camarades eurent monté à bord, la police intervint avec violence contre les retardataires pour les empêcher de franchir le bord. Les hommes furent refoulés sous les coups de « chocotes » jusqu'en dehors des ponts. Le commissaire central, accompagné de ses officiers de paix, signifia au personnel que la Compagnie refusait de reprendre l'équipage du *Paris*.

Plusieurs camarades ont reçu de nombreux coups de « paquines », étant eux-mêmes tous dépourvus de moyens de riposte.

Le *Paris* est parti armé par un détachement de marins de l'Etat rééquipé dans l'ensemble des dépôts de la flotte.

Nous appelons l'attention de la classe ouvrière toute entière pour ce nouvel exploit du Bloc des Gauches...

Comment M. Meyer, maire-député, sous-secrétaire d'Etat à la marine marchande, domant son concours le plus entier à M.

Dal-Piaz pour protéger un renard de la grève...

En effet, que peuvent dire les contribuables chargés d'impôts nouveaux ? 150 marins de l'Etat envoyés au Havre pour maintenir le principe intégral d'autorité de la Compagnie Générale Transatlantique, car il paraît que ces messieurs ont estimé que débarquer le *jaune* en question, c'était abandonner une parcelle de prestige moral de leur part. Nous déclarons formellement que le Bloc National ne fut pas aussi réactionnaire envers les marins que ne l'est le Bloc des Gauches. Cela peut paraître paradoxal, mais c'est notre opinion... Lorsque les marins du Havre se mirent en grève pour ne pas payer l'impôt sur les salaires, le Bloc National ne remplaça pas le personnel du *France* par des marins de l'Etat. Les sommes retenues furent remboursées à tous ceux de nos camarades qui avaient subi les rigueurs de l'inquisition fiscale. Le *France* pouvait réembarquer ses passagers après trois jours d'action avec son même personnel, l'appareillage avait lieu le 12 avril 1923 à 16 heures, au chant de l'*Internationale* au franchissement de la passe, à la plus grande stupefaction des spectateurs sur les quais et des passagers du bord.

Aujourd'hui, après un temps de sept mois du nouveau gouvernement, nous assistons au fait scandaleux que pour un indésirable pistonné du capital, 150 hommes sont déplacés pour remplacer des marins du commerce.

Qui doit payer les frais de l'affaire ? Les contribuables, et cela pour la conservation d'un *jaune officiel*, tel est le véritable terme qui convient à la circonstance.

Le pays jugera si vraiment c'était bien la peine de changer de gouvernement pour en arriver au galvaudage de ses dernières, comme sait si bien le faire M. Meyer, maire du Havre, membre du ministère Herriot. Malgré les couleurs dont se pare le sous-secrétaire d'Etat à la marine marchande, voilà l'aveu de sa préférence personnelle affirmée au grand jour : défenseur du capital armateur, avec lequel il est étroitement acquiescé, parce qu'il compte bien sur lui pour les... « municipales », qui approchent.

Mais gare à la bûche, en tant que syndicalistes révolutionnaires, nous proclamons notre ferme volonté d'aller au devant de ce plumitif d'origine pour lui crier à la face, en restant uniquement sur le terrain économique, sa gabegie administrative, son aveugle esprit de classe, et gageons déjà que bien des poires qui lui accorderont leur bulletin s'éloigneront de la politique prônée par ce gras monsieur, qui grossit considérablement sa fortune sur les cafés et ôte le pain de la bouche aux travailleurs de la mer.

L'épilogue de la lutte des classes, que viennent de vivre les camarades marins du Havre, illustre d'un fait nouveau les annales sociales du Travail maritime.

Henri JULIE,
Secrétaire général des marins
du port du Havre.

mus dans la bataille restent avec nous, ils ne veulent pas suivre les quelques égarés qui cherchent plutôt leur voie que le bien-être des travailleurs.

Camarades, qui que vous soyez et quoi que vous pensiez, votre place est parmi nous, délassés que nous sommes des querelles politiques ; nous ne répondrons plus, car nous n'avons pas de temps à perdre, aux élocubrations des démolisseurs de syndicats.

Nous disons que l'heure est venue de se grouper fortement au sein de la section technique de la Serrurerie et Construction Métallique (Section du S.U.B.), afin de pouvoir acquiescer le droit à la vie de tous les travailleurs de la corporation.

Donc plus d'attente, tous au syndicat, sans souci des aboiements de quelques roquets qui se croient des loups.

Un groupe de militants serruriers :

Juhel père, Laplante, Pieltin dit Champagne, Chaigneau père, Liénhart, Doussot, Ezzauteur, Loudoux, Coquin, Schiltz, Cohenec, Latate, Klein, Andrieux, Vergoujeanne, Nozières, Guyon Juhel fils, Chaigneau fils, Bonnin Albert, Lattat, Alphonse, Pichon Emile, Dinant, Rainssant, etc., etc.

N. B. — D'ici quelques jours, une tournée de réunion sera faite dans les ateliers. Il sera de votre devoir de venir nombreux et de nous donner tous les renseignements nécessaires.

Pour tous renseignements concernant la section, s'adresser au Bureau 10, quatrième étage. Pour les cotisations et les adhésions, Bureau 30, même étage, Bourse du Travail.

Section technique des Cimentiers, Maçons d'Art. — Voici l'hiver avec son cortège de misères et de chômage. Pour n'avoir pas su constituer la force capable d'imposer au patronat les conditions indispensables à notre existence, par les luttes de vendanges, les haines qu'elles ont soulevées, ont jeté le désarroi dans notre organisation syndicale.

Pendant ce temps, notre véritable adversaire, le patron, n'a pas hésité à profiter de la situation en avilissant les salaires, en développant de l'acharnement, en jetant sur le marché du travail une main-d'œuvre surabondante, inorganisée et docile.

Constater le mal est bien ! Le conjurer est mieux !

Livre, notre syndicat doit immédiatement prendre toutes mesures utiles pour arracher de haute lutte toutes les améliorations par une action corporative méthodique, et le regroupement de toutes les forces ouvrières ayant abandonné le mouvement.

Toutes ces raisons vous font un devoir d'assister à la

GRANDE ASSEMBLEE GENERALE

qui se tiendra dimanche 16 novembre, à neuf heures du matin, Salle Ferrer, Bourse du Travail.

Contre le chômage ! Contre la vie chère !

Pour des salaires meilleurs ! Soyez tous présents.

Le Conseil.

DANS LE LIVRE PARISIEN

Le mouvement linotypiste

La fameuse « énergie » des lino confédérés, signalée par leur organe officiel lundi dernier, s'est traduite par un véritable « dégonflage » — c'est le mot du jour — mercredi dernier à leurs assemblées de l'après-midi et du soir.

Pauvres bougres ! Il aura suffi de la simple menace de lock-out d'un seul patron pour réduire à néant toutes les velléités et promesses d'action enregistrées depuis quel que temps.

Ils ne se sont point rappelés que le porte-parole du syndicat d'initiative de la presse avait toujours joué ce rôle de briseur de grèves dans tous nos mouvements de revendications. Et cependant on leur avait fait part que le lock-out ne pouvait être que partiel.

Cette reculade est grave. Mais ce qui l'est plus encore c'est le vote d'un ordre du jour admettant à l'avenir la fixation des salaires à la base des indices officiels.

Ainsi voilà des exploités qui n'obtiennent même pas le relèvement de leur salaire à un taux déjà loin de celui qui devrait leur donner le jeu des indices et qui proposent à leurs employeurs de négocier dorénavant sur l'abominable escroquerie que sont ces indices !

On ne leur en demandait pas tant pour le moment et la capitulation sur le taux de l'augmentation constituait une lâcheté largement suffisante sans l'aggraver encore.

Sûrement, si nous ne réagissons pas, nos patrons auraient tort de se gêner et ne manqueraient pas, aux prochaines revendications, de nous payer en monnaie de singe !

G. SALQUAIN.

— Dimanche 16 novembre, à 9 heures du matin, salle de l'Egalitaire, 17, rue de Sambre-et-Meuse (X^e) : assemblée générale ordinaire des types unitaires parisiens. Ordre du jour : Rapport moral ; rapport financier ; les salaires ; questions diverses.

Le Comité syndical.

Aux Métallurgistes SYNDIQUES OU NON

La section des métallurgistes autonomes de Montreuil organise le dimanche 16 novembre, à 9 heures du matin, une Conférence éducative sur le syndicalisme avec le concours d'un camarade du Conseil.

A tous ceux qui ont souffert de la politique dans les syndicats.

A tous ceux qui ont à cœur de défendre leur droit à l'existence sans avoir recours aux arrivistes.

A tous ceux qui sincèrement veulent l'Unité.

A tous les révoltés nous disons : Venez avec nous !

La Section autonome des Métallurgistes.

CHEZ LES COCHERS ET CHAUFFEURS

Mise à l'index

A la suite d'une réunion, les camarades chauffeurs de la Société des Monoplaques ont formulé les revendications suivantes : 50 % sur la recette taximètre, les conducteurs payant l'essence au prix commercial. Une délégation se présentera pour en discuter avec la direction. Ce fut de la part de cette dernière une réponse négative et des propositions ridicules.

Les camarades consultés ont décidé de laisser les voitures au garage.

Le Comité de grève se tient toujours à la disposition de la direction pour reprendre les pourparlers, en attendant son bon vouloir. Cette maison est à l'index.

Nous comptons sur la corporation qui saura en cette circonstance faire son devoir de solidarité.

Le Bureau.

Fédération du Nord et du Pas-de-Calais

Le camarade Dussart Charles, secrétaire de la Fédération, prie les secrétaires de groupe ou individuellement de bien vouloir lui envoyer leur adresse pour se mettre en rapport avec lui. Dussart Charles, 92, rue de l'Industrie, Onnaing (Nord).

Communiqués syndicaux

Syndicat International Autonome du Chauffage. — Le syndicat Autonome du Chauffage rappelle à ses adhérents que l'A.G. se tiendra dimanche matin, à 9 heures, salle du bas-côté droit, Bourse du Travail. L'autonomie continue son petit bonhomme de chemin et des nouvelles directives, qui redonneront une nouvelle vigueur à notre syndicat, y seront prises, c'est pourquoi nous aurons à cœur d'y assister.

Le conseil, dans sa réunion du jeudi 13 novembre, blâme le gouvernement Herriot de son attitude honteuse vis-à-vis de nos camarades espagnols, et espère que le triomphe de nos camarades espagnols, trahis par le fascisme international.

Charcutiers, Salaisonniers. — Assemblée générale trimestrielle, aujourd'hui 15 courant, à 21 heures, salle de l'Union des Syndicats de la Seine, 33, rue de la Grange-aux-Belles. Ordre du jour : Rectification des demandes d'adhésion ; lecture des procès-verbaux ; questions diverses. La carte confédérale sera exigée à l'entrée.

Syndicat Autonome des Ouvriers en Chaussures et Parties s'y rattachant. — Réunion du conseil samedi 15 novembre, à 14 h. 30, bureau 14, 4^e étage. Très urgent.

Aux Coiffeurs du 5^e. — Rendez-vous tous les dimanches, à 14 heures, Café 17, rue des Ecoles. Visite des patrons, redacteurs de la semaine anglaise. Les camarades ont le devoir d'assister nombreux à ces sortes, car ils n'ignorent pas que la semaine anglaise n'est pas définitivement acquise dans ce quartier, et ce serait une grande faute de leur part de se désintéresser de cette question si importante pour notre bien-être.

Emballleurs, Caisses, Boîtes. — Nous invitons les camarades à assister à la réunion corporative qui aura lieu mardi 18 courant, à la Bourse du Travail, 3, rue du Château-d'Eau, à 20 h. 30. Questions urgentes : réponse patronale ; les huit heures et la semaine anglaise.

Scieurs de Pierre Tendre. — Assemblée générale et coopérative, le dimanche 16 novembre, à 9 heures du matin, petite salle des Grèves, Bourse du Travail.

Le camarade Forget, trésorier de notre Fédération, apportera son concours et prendra la parole.

Cotisations jusqu'à 10 heures. Les copains sont priés d'être exacts et de faire toute diligence afin d'être présents.

Terrassiers. — Réunion des sections du dimanche 16 novembre : Saint-Germain : Bourse du Travail ; délégués : Ergeo et Legrand.

Versailles : Bourse du Travail ; délégués : Hubert et Massin.

Biotère : Salle de la Mairie ; délégué : Colas. Argenteuil : Maison du Peuple ; délégué : Benoist.

Saint-Denis : Bourse du Travail ; délégué : Caillaud.

Comité Intersyndical de Drancy. — Le dimanche 16 novembre, à 9 heures du matin, à la Mairie, ouverture d'un cours gratuit d'Espéranto. Les inscriptions sont reçues à la Mairie, par les camarades Lebanc et Aubin.

Unione Sindacale Italiana. — Sezione di Parigi. — I militanti dell'U. S. I. sono convinti in assemblea generale che si terrà il 15. Corr. alle ore 20.30 nel restaurant, 50, boulevard de Strasbourg (métro : gare dell'Est).

Per discutere sugli avvenimenti Internazionali, di cui il proletariato e fatto segno della reazione Corghese.

Si fa appello a tutti d'essere presenti a detta riunione.

La Bataille Syndicaliste. — Devant la situation découlant de la conférence minoritaire, le comité de rédaction a décidé de retarder d'une semaine la parution du prochain numéro. Que les abonnés et amis ne s'impatientent donc pas.

Communications diverses

La Phalange Artistique. — Le dimanche 16 novembre, à 14 h. 30 précises, dans la salle de l'Utilité Sociale, 24, boulevard Auguste-Blanqui la « Phalange Artistique » donnera une deuxième représentation des « Petits Bourgeois » de Maxime Gorki, dans la traduction intégrale de G. Auctouurier.

Club du Faubourg. — Le procès de Victor Margueritte. Mise en accusation du « Couple ». — C'est lundi soir, à 20 h. 30 très précises, théâtre de la Fourmi, que le tribunal littéraire du Faubourg, présidé par M. Léo Poldès, fera la mise en accusation du livre retentissant, le « Couple ». (Le problème sexuel. Pour avoir le droit moral d'épouser une femme vierge. L'homme doit-il être vierge ? Le problème social. Quel doit être le devoir des femmes en temps de guerre ?)

Avec : M. Victor Margueritte, Défenseur ; M. Ch.-A. Bontemps, Accusateur ; M. X... Témoins à charge et à décharge : M. Valfort ; Mmes Berthe Gasselin, Marguerite Guépet, etc. Pour tous renseignements : secrétariat, le matin, 38, rue de Moscou. Central 34-22.

Amis lecteurs, abonnez-vous !

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués

Le Gérant : Louis LOUVET

Imprimerie spéciale du *Libertaire* 10-12 rue Paul-Lelong, Paris.

La Vie de l'Union Anarchiste

Conseil d'Administration EXTRAORDINAIRE DU « LIBERTAIRE »

Dimanche, 16 novembre, à 9 heures du matin, un délégué du Comité Bonomini et Castagnac est invité. Présence indispensable de tous.

Paris et banlieue

Groupe Universitaire des 5^e et 6^e Arrondissements. — 6, rue Lanneu, jeudi 20 novembre, à 9 heures du soir. — Causerie par notre ami C. Wolff : La philosophie indoue et l'anarchisme ; Mahatma Gandhi et R. Tagore.

Nous prions instamment les camarades d'apporter quelques livres pour aider à la constitution de notre bibliothèque.

Groupe Libertaire de Chateau. — Réunion constitutive d'un group inter-communal, dimanche 16 novembre, à 9 heures du matin, salle David, 24, rue du Pont, Chateau.

Tous les militants libertaires des environs se feront un devoir d'y assister.

Aux camarades de Chateau. — Comme suite aux décisions du Congrès de l'U. A., et dans le but d'intensifier et d'organiser sérieusement la propagande et l'action libertaire dans notre localité et ses environs immédiats, nous avons décidé, quelques camarades, de faire un pressant appel aux camarades de Chateau, Yvelines, Carrières et environs, pour la constitution d'un Groupe Libertaire d'Etude et d'Action, sur des bases organiques sérieuses, avec un travail sérieux et fécondu.

Nous comptons donc sur tous les véritables militants libertaires pour assister à cette réunion constitutive, qui aura lieu dimanche matin, à 9 heures, salle David, 24, rue du Pont, à Chateau.

Les camarades de Rueil sont cordialement invités.

Groupe Régional de Choisy-le-Roi. — Réunion le samedi 15 novembre, à 20 h. 30 précises, Maison du Peuple, rue Auguste-Blanqui, salle habituelle. Présence absolument indispensable de tous les compagnons du groupe.

A l'heure où tous les groupes s'organisent solidement, tous les camarades véritablement anarchistes se doivent d'être présents.

Le délégué du Congrès voudrait bien ne pas discuter seulement avec les bancs de la salle. Tous présents.

Gruppo Pensiero e Azione. — Domani sabato, i compagni di questo gruppo sono pregati di venire alla riunione al solito posto.

Domenica dopo pranzo, riunione generale dei gruppi — solito posto.

Gruppo Anarchico P. Gori. — I compagni sono invitati alla riunione che avrà luogo nel solito locale, sabato 15 alle ore 20.30 precise.

Parlera un compagno su argomenti importanti.

Province

Tous les lecteurs du « Libertaire » des environs de Billy-Montigny, Noyon-sous-Lens, Henin-Liétard, cité Darcy, Fouquières-lez-Lens, Montigny-en-Gohelle, Noyelle-Godaux sont invités à se réunir aujourd'hui, 15 novembre, à 20 heures, chez Farsy Hébert, 21, rue Arthur-Lamendin, à Billy-Montigny. Formation d'un groupe d'études sociales ; causerie sur l'organisation ; compte rendu du Congrès de Paris. Les copains d'Harnes sont invités.

Groupe Anarchistes « Les Réfractaires de Bredaux ». — Le 18 novembre, grand meeting de protestation contre le fascisme espagnol, à 9 heures du soir, cinéma Servandoni, 57, rue Servandoni.

Orateurs en langue : Français et Espagnol. Tribune libre.

Groupe « Terre et Liberté ». — Convocation des camarades et sympathisants dimanche prochain, à 10 heures, local habituel, boulevard de la Paix, à Reims.

Groupe d'Etudes Sociales d'Orléans. — Les camarades anarchistes et les sympathisants sont priés d'assister à la réunion qui se tiendra le 17 novembre 1924, à 8 h. 45 du soir, salle de l'Hôtel du Vieux Marché, anciennement l'Etoile d'Or, place du Vieux-Marché.

Le camarade Armand y traitera le sujet suivant : « L'Education et la Révolution. » La contradiction est courtoisement sollicitée.

A Béziers. — Les camarades de l'Hérault et des départements voisins sont avisés que le 23 novembre se tiendra un Congrès qui réunira tous les copains italiens de la région.

Les camarades français qui connaissent des copains italiens sont priés de faire connaître leur adresse ou de les faire mettre en relation avec le camarade Bruno Leonardo, 64, boulevard de la Liberté.

Groupe de Trézel. — Le groupe de Trézel se réunira le dimanche 16 novembre, à 9 h. 30 précises, salle de la Manichère. Que tous les camarades soient présents, de sérieuses décisions seront prises : Adhésion à l'U. A., diffusion du journal « Le Libertaire ».

Groupe d'Etudes Sociales de Toulouse. — Le Groupe d'Etudes Sociales de Toulouse, en présence des attaques répétées des gens d'Action française et de la campagne diffamatoire que poursuit vis-à-vis des anars le pleutre tantôt des braves du noble faubourg, vient de ne pas se départir de son sang-froid et, aux aboiements du chenil royal, de ne répondre que par un méprisant silence.

Cependant, que les cabots royaux de la bonne ville de Paris sachent bien que le jour où ils voudront mordre, les anars de province sauront user de représailles vis-à-vis de leurs bons amis qu'il leur sera possible d'attendre.

« Les chiens aboient, la caravane passe », et les glapissements des roquets du bon roy n'empêcheront point nos idées généreuses d'éclairer les masses et il pourra un jour voue en culte, messieurs Daudet, présents ou à venir, lorsque votre dégoût nous aurons substitué notre flambeau.

Ardèche. — Après le Congrès de l'U. A., tous les camarades seront certainement d'accord qu'une réunion est nécessaire. Elle se tiendra à la gare de Villeneuve-de-Berg, le dimanche 23 novembre, à 13 h. 30. Aucune autre convocation ne sera adressée. — G. Landraud.

Lyon, Groupe de Libre-Examen. — Ce jour, 15 courant, salle de l'Unité, 129, rue Boileau, causerie par Charvaz, sur : « Le mouvement anarchiste, son rôle, sa place, son importance et ses moyens dans la société actuelle. » Invitation à tous.

Groupe de Lille, salle Sainte-Anne, 297, rue Léon-Gambetta. — Aujourd'hui, 15 novembre, à 19 h. 30 précises, suite et conclusion de l'intéressante controverse Cappelle-René Sens, sur : « L'acte individuel ». Ensuite, un camarade entamera la causerie sur : « Le vil métal ; l'argent. » Venez à l'heure pour permettre à ceux qui demeurent loin de pouvoir défendre le point de vue final.

PETITE CORRESPONDANCE

Librairie Sociale. — Le conseil d'administration est convoqué pour dimanche matin.

C. Wolff. — Excusez-moi. Impossible de venir demain au rendez-vous. — A. Dauphin-Meunier.

Les camarades Dufou et Ripols. — Samedi, à 3 heures précises, à la Bourse, bureau 10, 4^e étage.

Henri (20^e). — Envoie les affiches chez moi, 9, passage Julien-Lacroix. — Courvoisier.

El companero Lucrecio Oceano, desea entrevistarse con Luis Baselli en la fiesta que celebra las Intendidas sindica listas el sabado por la tarde.

Fédération unitaire du Bâtiment

La Commission exécutive réunie le mercredi 12 novembre, après examen des questions incluses à l'ordre du jour, placée face aux poursuites qui sont intentées au camarade Messerotti, se déclare solidaire de celui-ci.

Elle regrette que le terrain de discussion choisi par ses adversaires du Syndicalisme soit celui de la justice bourgeoise, qu'elle a toujours déclaré ne pas vouloir connaître, néanmoins elle ne peut tolérer que la conclusion des incidents du 11 janvier se clôture dans l'étonnement de la correctionnelle où la preuve n'est pas admise, puisque délaissant le premier des principes révolutionnaires qui est de ne pas s'adresser aux représentants de la bourgeoisie, la haine pousse les adversaires du mouvement ouvrier, qui sont derrière la personne de Gabriel Ducour, à choisir de tels moyens, malgré toute sa répugnance pour ceux-ci, elle se déclare prête à les suivre sur le terrain librement choisi par eux, tout en en appelant une fois de plus à l'opinion ouvrière, et réitère une fois de plus au Bureau confédéral sa demande de publication des documents de la Commission d'enquête concernant ces tristes incidents, de façon à éclairer l'opinion ouvrière.

Regrette qu'en ne publiant pas ceux-ci de ce fait le Bureau confédéral ne soit rendu complice de la liquidation de ces incidents devant les juges de la bourgeoisie, choisis librement et avec préméditation, aux lieu et place de la sentence ouvrière, qu'il crut devoir craindre.

Le Bâtiment du Portugal félicite le Bâtiment français

Lisbonne, le 10 novembre 1924.

A la Fédération Nationale des Travailleurs de l'Industrie du Bâtiment de France et des Colonies.

Estimés Camarades,

Nous tenons à porter à votre connaissance que le conseil fédéral de notre Fédération, dans sa dernière réunion, a décidé de vous adresser ses félicitations enthousiastes pour votre attitude, remettant la position du Syndicalisme révolutionnaire dans son véritable champ d'action, estimant que le fait de se laisser entraîner ou subjuger par un parti politique, a amené l'organisation syndicale française à l'état de désagrégation actuellement observée.

Vive le Syndicalisme révolutionnaire ! Vive l'Autonomie syndicale ! Recevez, estimés camarades, nos salutations syndicalistes.

Pour la Commission administrative :

Joad MIRANDA

Dans le S. U. B.

Evis important. — Un appel d'extrême urgence est fait auprès de tous les militants, délégués de chantier, membres des sections techniques, pour assister à la réunion qui aura lieu aujourd'hui à 18 heures à la Bourse, pour examiner une dernière fois la situation. Tous les chômeurs sont particulièrement priés d'être présents. La démagogie a pris trop de place dans le mouvement syndical, il est temps de passer à un travail utile. Quand le peuple a faim, ce ne sont pas des mots qu'il lui faut, c'est du pain. Vous serez tous présents, ce soir, pour déterminer cette action.

Le Bureau.

Charenton. — Dimanche 16 novembre réunion à neuf heures précises de la Section intercorporative, 26, quai des Carrières.

Il est fait un pressant appel auprès des camarades de cette localité, afin qu'ils soient tous présents à cette réunion. Un délégué du S.U.B. exposera la situation.

Aux travailleurs de la corporation. — Camarades, depuis un certain temps une campagne abominable est montée contre les militants syndicalistes par le journal *l'Humanité*. Jusqu'alors nous n'avions répondu à ces saletés que par le mépris. Maintenant nous ne pouvons plus nous taire, car la perturbation créée par ces ignominies à notre vieux syndicat à l'heure actuelle Section technique du S.U.B., ne peut plus se continuer.

Tout de suite, nous déclarons que nous sommes en plein accord avec le S.U.B., et en syndicalistes sincères, nous mettons ses décisions en application.

Quelles sont donc ces dernières ? Le S.U.B. entend et prétend être maître de ses directives et de son action. Il n'a pas besoin de mots d'ordre des partis politiques, mots d'ordre appliqués à la lettre par les syndiqués membres du Parti Communiste qui tendent à subordonner l'organisation syndicale à l'emprise de ce parti. Les syndiqués du S.U.B., en assemblée générale, toutes sections réunies, ont à une écrasante majorité déclaré cela, et se sont considérés comme majeurs, n'ayant besoin d'être dirigés par qui que ce soit.

C'est pour ces raisons que le nommé Vésino, fidèle serviteur du Parti Communiste, nous traite de scissionnistes, d'anarcho-policiers et d'alliés de la bourgeoisie. Camarades serruriers, vous ne tombez pas dans le piège, vous resterez fidèles aux traditions de votre vieux syndicat qui fut, de 1906 à 1914, de ceux qui n'hésitaient pas à marcher de l'avant et à être au premier rang dans l'action.

Vous vous détournerez avec dégoût de ceux qui ont amené la division et ont rendu notre organisation impuissante en face d'un patronat cupide et de plus en plus arrogant.

Les vieux militants que vous avez con-